

**Un contexte de rentrée difficile :**

*La situation économique réelle ne s'améliore pas : Contrairement aux déclarations gouvernementales, le pouvoir d'achat des ménages continue de diminuer du fait de la stagnation des salaires, notamment dans la fonction publique. Les entreprises n'ont donc pas de raison durable d'investir, alors que ce serait le seul moyen de créer de vrais emplois dans le privé. L'investissement public est toujours largement insuffisant. Les moteurs de la croissance et de l'emploi sont donc toujours au ralenti.*

*Le gouvernement continue pourtant sa politique catastrophique : pas de hausse de salaires, des cadeaux fiscaux aux entreprises qui se poursuivent. Il se réjouit de faire diminuer le chômage quand cette baisse statistique est liée à la fois aux radiations des chômeurs, aux départs en retraite, au développement des emplois précaires à bas salaires.. Il faut rappeler qu'elle s'accompagne d'une hausse des RMistes .... et la pauvreté*

Un contexte enfin marqué par l'entame du débat parlementaire sur la privatisation de GDF.

**La campagne électorale** est lancée : Les problèmes éducatifs ont été abordés d'une manière brutale et partielle, comme en témoigne le « débat sur la carte scolaire et la sectorisation. Bien loin d'être liberticide comme l'affirme le ministre c'est un enjeu décisif de la mixité sociale, au même titre que la politique de la ville.

La carte scolaire est déjà remise en cause par l'existence même d'établissements d'enseignement privé ; elle a été également mise à mal par l'obligation pour les communes de financer dans le premier degré l'enseignement privé dans leur dotations, ou par la loi sur l'égalité des chances qui permet à des élèves ayant obtenu une mention de pouvoir choisir un établissement hors carte.

Contrairement à ce qu'affirment certains candidats, la carte scolaire reste porteuse de cette mixité, mais doit être améliorée pour la faire respecter : le SNES a fait des propositions en ce sens, et doit les reprendre.

Il faut d'abord développer une véritable politique de la ville porteuse de justice sociale (loi SRU, création suffisante de logements sociaux dans toutes les communes sans dérogation...); pour l'école, il faut également des moyens supplémentaires, un développement des options et des enseignements dans le service public, des dotations liées à la population et non aux prévisions.

Ce débat montre clairement que le SNES doit peser dans la campagne électorale pour montrer la nécessité de développer et de défendre les services publics. A travers ces discours, ce sont de véritables choix de société qui sont proposés et qui méritent un débat approfondi.

La CA attend aussi de cette campagne qu'elle permette de reposer la question des choix de la construction européenne qui prenne en compte les résultats du vote du 29 mai.

**1. La rentrée dans l'EN.**

L'AG des S14 réunie le 6 septembre a dressé un premier bilan : augmentation des effectifs par classe largement constatée dans les collèges y compris en éducation prioritaire, plus différenciée dans les lycées ; des enseignements supprimés, des classes sans profs, une multiplication des services partagés ; en langue vivante, perte de moyens liée à l'instauration de groupes de compétences, regroupements anti pédagogiques, non respect des textes du 8 juin 2006 sur les allègements en terminales en LV, et remise en cause des diplômes nationaux par l'instauration du CCF en 1<sup>ère</sup> STG.

La recherche d'économies porte aussi sur le non remboursement des frais de déplacements pour les COPSYS, sur la diminution des crédits d'états (achat de manuels, fonds sociaux...).

Il faut reposer clairement les problèmes de l'orientation et de l'affectation des élèves. Des centaines d'élèves non inscrits en juillet se sont « évaporés » et manquent à l'appel : passage au privé, abandon d'études. L'administration doit répondre de cette situation. Ce phénomène inquiétant amplifie un autre aspect négatif : la poursuite de la baisse de la démocratisation : il n'y a plus que 54 % d'une classe d'âge

qui obtient un bac, toutes filières confondues. On constate également une diminution de l'orientation vers l'enseignement long alors que l'académie est déjà largement en retard par rapport aux chiffres nationaux.

Problèmes de l'emploi :

- les TZR, multiplication des postes à complément de service hors discipline et en SEGPA
- licenciements massifs de personnels contractuels : exemple de la documentation

Ambition réussite :

Malgré les déclarations optimistes du ministre l'affectation des professeurs référents en Réseau ambition réussite est un fiasco : dans l'Académie, seuls 38 enseignants volontaires étaient nommés mi-juillet sur les 94 postes proposés. A la rentrée, faute de candidats, le Rectorat affecte d'office des TZR « désignés volontaires » dans une opacité totale.

Note de vie scolaire : La CA appelle les personnels à boycotter la note de vie scolaire en n'en proposant aucune. Celle-ci est, par essence, une mesure réactionnaire qui vise à la normalisation des comportements. Elle renforcerait le poids du subjectif et du local dans le diplôme national du brevet et constituerait une charge de travail supplémentaire.

Remplacements de Robien : bien déjà des pressions s'exercent sur les TZR, la CA appelle les S1 à réactiver les actions mises en place l'an dernier

Sur le Conseil pédagogique mis en place de manière prudente pour l'instant, le SNES demande aux personnels d'être vigilants et rappelle son appel au boycott.

## **2. Le budget 2007**

C'est l'enjeu décisif !

- 15000 suppressions d'emplois dans la Fonction publique d'état, dont 8500 pour l'EN, l'équivalent des suppressions des deux années précédentes. Des suppressions encore nombreuses sont prévues dans le second degré en raison des augmentations d'effectifs dans le premier degré et le supérieur.. - -
- Diminution de postes aux concours de recrutement et disparition de concours internes.
- la CAA appelle les candidats à refuser les mentions complémentaires, portes ouvertes à la polyvalence et à la casse des textes actuels respectant encore les qualifications.

mais les attaques portent sur d'autres domaines :

- salaires et pensions : le budget ne prévoit en aucune façon le rattrapage des retards accumulés depuis 1983 qui ont perduré ces dernières années (baisse de 6 à 7 % en 6 ans)
- hors classe et mérite : intervenir auprès des chefs d'établissement pour faire prendre en compte l'ancienneté (nous donnerons des éléments précis, mais il faut intervenir)
- les décharges : les résultats des audits ministériels font peser des menaces fortes sur les décharges (1<sup>ère</sup> chaire, heures de labo). Ils ne visent qu'à de faire des économies, alourdir la charge de travail et nient la réalité de l'investissement des collègues. L'organisation d'examens blancs ne se justifierait-elle plus ?

## **3. La décentralisation :**

Le début de la mise en application de la politique de décentralisation confirme le bien fondé de nos analyses. Dans le Loiret, la construction et l'entretien d'un établissement public a été confié à bail à une entreprise privée. La CA confirme son refus du transfert des personnels et des missions aux collectivités locales.

La FSU a eu du mal à faire reconnaître sa représentativité et cela a pesé sur son implication dans la préparation des élections qui se dérouleront en octobre.

Le constat est que les collègues TOS optent massivement pour la fonction publique territoriale. Il ne faut pas perdre le contact et ne pas laisser le champ libre aux organisations favorables à cette politique. Nous devons pouvoir peser sur la région.

La CAA demande l'élaboration en urgence d'un matériel à destination des S1 de lycées pour animer cette campagne.

#### **4. Suite de l'action**

Le rassemblement du 6 septembre s'il a été supérieur à celui de l'an dernier montre qu'il faut poursuivre la mobilisation. Il faut poursuivre la mobilisation d'ici le 28 septembre notamment dans la semaine du 13 au 20 septembre :

- le 13, conférence de presse RESF
- le 20 septembre, rassemblement devant le Rectorat contre la précarité
- Entre le 13 et le 20, il faut mobiliser les collègues, diffuser des informations sur la rentrée, alerter l'opinion, les parents d'élèves, l'administration.

La CA estime qu'il faut amplifier la lutte d'ici novembre (vote du budget), trouver les moyens d'une mobilisation accrue.

Il faut rechercher les convergences avec les autres secteurs de la FP. La FSU doit être à la pointe de la bataille et prendre ses responsabilités. La CA appelle les S1 à s'associer aux luttes contre la privatisation de GDF.

#### **5. Syndicalisation et activités du S3**

Des efforts ont été faits à cette rentrée : publication d'un bulletin syndicalisation, poursuite de la tournée des établissements sans organisation syndicale et ayant moins de 3 syndiqués.

Aller plus loin : organiser des réunions avec des représentants du S3, voire S4

Dans le paysage :

- Forum de l'EN dans le NPC : une date le 10 novembre, un thème : le handicap

**6 RESF** : Le 13 juin, le ministre de l'Intérieur, pressé par la mobilisation, émettait une circulaire destinée à régulariser un certain nombre d'élèves et leur famille.

Peu de temps après, le ministère estimait à 24 000 le nombre de dossiers qui seraient déposés dans le cadre de cette circulaire. Dans le même temps, le ministre annonçait que seules 6 000 familles seraient régularisées sans, bien sûr, avoir consulté les dossiers.

Le 13 août, date de dépôt des dossiers, le chiffre s'avérait être de 30 000 (entre 250 et 300 dans notre région). Le ministre, appuyé par son médiateur, annonçait toujours 6 000 régularisations et toujours sans avoir consulté les dossiers.

**La CAA du SNES de Lille s'élève contre cette politique qui est une véritable politique de quotas.**

**La CAA appelle à la régularisation des élèves sans papiers et de leurs familles.**

**Elle appelle les personnels à être vigilants dans les établissements et à organiser la mobilisation au cas où un élève manquerait à l'appel.**

**Elle demande aux S1 de faire parvenir les informations au S3 de Lille et à participer au stage intersyndical organisé le 8 novembre au lycée Montebello de Lille.**

**La CAA rappelle que le SNES est favorable à la régularisation de tous les sans papiers.**